

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CL DUNKERQUE

Port 7255
7255 route du Cap Horn
59630 Bourbourg

Références : -
Code AIOT : 0003802000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement CL DUNKERQUE implanté Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans un contexte de nombreuses réclamations d'habitants de la commune de Loon-Plage qui ont constaté des dépôts de particules jaunâtres (type graisse) sur leurs véhicules et sur les parties extérieures de leur habitation (fenêtres, mobilier de jardin...).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CL DUNKERQUE

- Port 7255 7255 route du Cap Horn 59630 Bourbourg
- Code AIOT : 0003802000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CL Dunkerque (Groupe CLAREBOUT) exploite sur la Zone Grandes Industries (ZGI) du GPMD, une installation de transformation de pommes-de-terre. Le site produit notamment des frites surgelées.

Le site est une ICPE soumise à autorisation. L'installation n'est pas SEVESO mais relève de la directive sur les émissions industrielles (directive IED).

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/08/2020 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	odeurs - valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 3.2.7 de l'annexe 1	Demande d'action corrective	2 mois
3	retombée de graisses	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 3.2.4 c) de l'annexe 1	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	odeurs	Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 3.1.3 de l'annexe 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas permis d'établir clairement si l'établissement CL Dunkerque est, ou non, à l'origine des retombées qui ont été constatées à Loon-Plage.

Les investigations doivent être poursuivies, notamment en analysant les particules de graisses rejetées par les cheminées de l'usine.

L'inspection propose par ailleurs un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure concernant le rejet de graisses aux cheminées de 80 m.

L'inspection demande également à l'exploitant de réaliser des mesures d'odeurs autour du site, à Saint-Georges-sur-l'Aa et à Loon-Plage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 3.1.3 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les dispositions du précédent alinéa ne sont pas applicables à l'installation de méthanisation présente dans la station de traitement des effluents industriels. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.
Constats : Il n'y a pas de conditions anaérobies à la STEP. Hormis les installations de méthanisation, tous les bassins sont à ciel ouvert. Les boues sont stockées dans le bâtiment F (proche de la STEP), le remplissage des camions se fait dans le bâtiment (les boues sont automatiquement stockées dans le bâtiment F, il n'y a pas de manutention nécessaire depuis la STEP).

L'inspection note toutefois que des odeurs type "station d'épuration" sont régulièrement perceptibles à proximité du site, notamment sur la route RIA du GPMD au nord du site CL Dunkerque.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 1 : Réaliser, sous un délai de 2 mois :

- des mesures d'odeurs autour du site et à Loon-Plage et à Saint-Georges-sur-l'Aa ;
- une analyse du débit odeur à la sortie de la chaudière TNV.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : odeurs - valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 3.2.7 de l'annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Point de rejet	Hauteur (m)	Débit maximal d'odeur (en uoE /s)
conduit n°8	80	316 667
conduit n°9	80	211 111

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que le centile 98 de la concentration en odeur autour du site soit inférieur ou égal à 1 uoE/m³.

Constats :

Des installations de traitement odeur ont été mises en place.

2 chaudières post-combustion étaient prévues par l'arrêté, en réalité une seule chaudière TNV a été installée (avec débit exploitation 40 000 m³/h ce qui permet de récupérer les fumées des deux friteuses du site).

En temps réel, lors de l'inspection, la valeur du débit lue à l'écran est de 33 729 m³/h pour la chaudière TNV.

La cheminée de la chaudière TNV a une hauteur de 29 m.

Pour les 2 cheminées de 80 m, il y a une aspiration dans les locaux (qui n'est pas la même pour les deux cheminées), puis un rejet direct sans traitement complémentaire.

La cheminée n° 8 aspire l'air des zones : peleur - coupe - 1^è partie de la zone blancheur - friteuse.

La cheminée n° 9 aspire l'air des zones : 2^è partie de la zone blancheur et zone sécheur.

Des mesures d'odeurs effectuées (vu le rapport du 14/10/2024 - seule la ligne 1 fonctionnait) sur les cheminées de 80 m

valeurs cheminée 8 : 47 739 uoE/s

valeur cheminé 9 : 41 113 uoE/s

Le débit odeur mesuré respecte les valeurs limites.

Il n'y a pas eu de prélèvement sur le rejet de la chaudière TNV en 2024.

Les prélèvements ont été renouvelés le 17/02/2025 (avec les deux lignes en fonctionnement).

L'exploitant indique que les résultats sont corrects également.

Vu le rapport émis le 18/02/2025 par la société ODOMETRIC. Il s'agit de mesures par olfactométrie dynamique (norme En 13725 : 2022). Le rapport montre que pour la majorité des points, l'odeur est inférieure à la limite de détection (fixée à 21 uOE/m³). Toutefois, le rapport précise que "les mesures d'odeurs par olfactométrie dynamique selon la norme EN 13725 ne peuvent être utilisées telles quelle pour la vérification du respect du centile 98 à 5 uOE/m³. Cette exigence de la réglementation sous-entend une modélisation de l'impact olfactif dans l'espace et dans le temps".

Le rapport RID-01-2406109-V01 du 14/10/2024 réalisé par la société ODOMETRIC montre (via une modélisation) que le centile 98 de la concentration en odeur autour du site est inférieur à 1 uOE/m³. La modélisation a été réalisée en 2 points situés sur la limite Est du site et en 5 points situés à proximité du site à l'ouest, au sud et au sud-est du site.

Il conviendra de réaliser une nouvelle campagne de mesures des odeurs autour du site et à Loon-Plage et à Saint-Georges-sur-l'Aa.

Il conviendra également de compléter la modélisation :

- en intégrant la cheminée TNV et la STEP comme sources d'odeur ;

- en ajoutant a minima un récepteur à Loon-Plage
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir demande n° 1 au point de contrôle n° 1. Demande n°2 : transmettre à l'inspection, sous un délai de 15 jours, l'emplacement des points de mesure pour les prélèvements du mois de février 2025. Demande n°3 : compléter, sous un délai de 2 mois le rapport de modélisation : - en intégrant la cheminée TNV et la STEP comme sources d'odeur ; - en ajoutant a minima un récepteur à Loon-Plage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : retombée de graisses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2020, article 3.2.4 c) de l'annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <u>c) Cheminées de 80 m</u> L'air rejeté par les cheminées de 80 m doit être exempt de graisse. [...] Constats : Vu les deux cheminées 80 m et la cheminée de la chaudière TNV. L'exploitant a fait des mesures de rejet de graisses lors d'une campagne en septembre 2025 avec les 2 lignes de production en fonctionnement. Vu le rapport APAVE n° 135188385-001-1 du 20/10/2025 Les résultats sont les suivants : - cheminée TNV : concentration 14 µg/m ³ (mesure du 12/09) - flux massique 2 000 mg/h (prélèvement de 60 minutes) ; - cheminées 80 m (prélèvements du 5 septembre sur 62 min) : cheminée 8 (aspiration des friteuses) : concentration 10,47 µg/m ³ - flux massique : 5 271 mg/h ;

cheminée 9 : concentration 0,25 µg/m³ - flux massique : 83,79 mg/h.

L'exploitant précise qu'il n'y a pas de rejet associé au Rayco (la hotte située après la sortie de la friteuse) qui a été vu lors de l'inspection du 28 août 2025, l'air aspiré dans les hottes est renvoyé vers le process.

Non-conformité : les rejets des cheminées n° 8 et 9 ne sont pas exempts de graisse.

Sur la nature des graisses

L'étude du SPPPI indique que les graisses sont du type « huile de cuisson végétale » avec, dans la composition essentiellement, de l'acide palmitique et de l'acide stéarique.

Clarebout indique que l'huile utilisée est à 100 % de l'huile de tournesol et la fiche technique des huiles de tournesol donne une composition avec une majorité d'acide linoléique.

Sur l'intérêt d'avoir une analyse des graisses rejetées

Selon Clarebout, l'APAVE indique ne pas avoir la capacité de faire des analyses qui respectent la certification COFRAC mais peut tout de même faire des analyses sous réserve d'avoir « un volume de gras suffisant ».

L'exploitant indique qu'il réalise un contrôle très régulier sur la qualité des huiles de cuisson (il suit la dégradation des acides gras, ce qui rend l'huile impropre à la consommation). Un contrôle est réalisé toutes les 4 heures sur l'huile du process. La valeur limite est 2,5 %.

La quantité de composés polaires doit rester inférieure à 25 %.

Dans le process normal, il y a très peu de dégradation d'huile.

L'exploitant indique qu'il y a une forte consommation : il injecte dans le process 2 à 3 camions-citernes de 20 m³ *chacun* par jour. Aucun déchet d'huile ne quitte le site.

L'exploitant précise que si les résultats des analyses internes ne sont pas bons, il rajoute de l'huile propre pour récupérer la qualité attendue.

L'exploitant signale qu'il y a un système d'alerte sur le site internet du site Clarebout pour notifier des réclamations.

Il rappelle que le site était à l'arrêt complet entre le 4 octobre et le 10 octobre 2025, puis du fait de la grève, il n'y a pas eu de redémarrage avant le 18 octobre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 4 : réaliser sous 2 mois une caractérisation des graisses dans les rejets de la cheminée 8 et de la chaudière TNV.

Demande n°5 : l'exploitant étudiera, sous un délai de 6 mois, la possibilité de mettre en place un traitement complémentaire des graisses sur les cheminées de 80 m et sur la cheminée TNV.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois